



**PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION – 2013-5**

<b>RÉUNION</b>	<b>COMITÉ CONSULTATIF DES SERVICES D'AIDE TEMPORAIRE (CCSAT)</b>		
<b>LIEU</b>	Place du Portage, phase III, tour C <b>Salle de conférences 3C2 101</b>	<b>DATE</b> Le 18 juin 2013	<b>HEURE</b> De 13 h à 16 h

**ORDRE DU JOUR**

1. Mot d'ouverture
2. Approbation du procès-verbal de la réunion du 28 mai 2013 du CCSAT
3. Stratégie nationale pour les SAT
4. Examen du rendement des fournisseurs
5. CCSAT – Gouvernance et structure (rétroaction)
6. Le point sur les SAT – RENOUELEMENT
7. Le point sur l'utilisation des SAT

**PARTICIPANTS À LA RÉUNION**

<b>NOM</b>	<b>ORGANISATION OU PROJET ET RÔLE</b>	<b>PRÉSENT</b>
Vincent Robitaille (président)	Directeur principal, Direction de l'acquisition des services professionnels, Direction générale des approvisionnements, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) – PRÉSIDENT	✓
Dan Moorcroft	QMR Consulting & Professional Staffing	✓
Jeremy Ingle	Association nationale des entreprises en recrutement et placement du personnel (ANERPP)	
Martin Chenier	ANERPP	✓
Matt Harrington	ANERPP	
Meredith Egan	ANERPP	
Paul Gagnon	Portage Personnel	✓
Brenda Harlow	Ressources naturelles Canada	✓
Caroline Carson	Santé Canada	
Lucie Lambert	Bibliothèque et Archives Canada	✓
Patricio Comas	Pêches et Océans Canada	
Jean Fong pour Roland Dimitriu	Direction de la gestion du matériel, TPSGC	✓
John Penhale	Direction de la stratégie d'approvisionnement et de la gestion du rendement, TPSGC	✓
Brett Hughes	Bureau des petites et moyennes entreprises et de l'engagement stratégique (BPMEES), TPSGC	✓
Helen Seto	BPMEES, TPSGC	✓
Julie Tan	BPMEES, TPSGC	
Rose Spirito	Division des stratégies d'acquisition, TPSGC	✓
Lan Mao	Chef de l'équipe des SAT, TPSGC	✓
Stephanie Riley	Équipe des SAT, TPSGC	✓

## Procès-verbal de la réunion

### N° 1. Mot d'ouverture

- Un représentant de TPSGC présente un bref aperçu de l'ordre du jour de la réunion.

### N° 2. Approbation du procès-verbal de la réunion du 28 mai 2013 du CCSAT

- Des représentants de TPSGC archiveront les comptes rendus des décisions du CCSAT qui se trouvent actuellement sur le site Web des services d'aide temporaire (SAT) et publieront les procès-verbaux des réunions tenues depuis novembre 2012. Le site Web devrait être mis à jour d'ici la prochaine réunion.
- Tous les participants sont d'accord.

### N° 3. Stratégie nationale pour les SAT

- John Penhale, du Secteur de l'engagement des clients, donne un aperçu du processus de la stratégie nationale pour les SAT, qui est en cours d'élaboration. La stratégie se fondera sur des scénarios d'harmonisation afin de comprendre, grâce à la mobilisation et à la consultation, les besoins des ministères et la capacité de l'industrie, de mettre en adéquation l'offre et la demande ainsi que d'améliorer l'accès aux services à valeur ajoutée pour aider les ministères clients à acquérir et à gérer leurs services de façon plus efficace. Les représentants du sous-comité présentent leurs recommandations concernant l'examen des libellés provisoires que le Comité effectuera.
- Les fournisseurs seront consultés par l'intermédiaire d'un groupe de consultation des fournisseurs qui commentera les scénarios afin, notamment, de cerner toute lacune.
- La stratégie pour les SAT délaisse l'ancienne approche (méthode de gestion d'un outil) au profit de la nouvelle approche (méthode de satisfaction des besoins du gouvernement).

### N° 4. Examen du rendement des fournisseurs

- Les membres du Comité examinent les libellés proposés qui seront intégrés dans la demande de disponibilité (DD) et dans la demande de services (DS) relatives aux SAT.
- TPSGC révisera les libellés en fonction des commentaires formulés par les membres du Comité, puis les soumettra à l'examen des Services juridiques avant leur mise en œuvre.
- Des représentants de TPSGC font le point sur les mesures proactives prises par le Ministère pour régler la question soulevée par la collectivité des fournisseurs concernant la classification des SAT lorsque de multiples niveaux de scolarité sont indiqués dans la partie sur les compétences minimales obligatoires. TPSGC a modifié la DD et la DS afin de clarifier cette question et a envoyé, le 10 juin dernier, un communiqué à tous les utilisateurs des SAT afin de les informer des précisions apportées.

### N° 5. CCSAT – Gouvernance et structure (rétroaction)

- Des représentants de TPSGC rédigeront le mandat du CCSAT en tenant compte des commentaires formulés par les membres à la suite de l'examen du mandat actuel du Comité des services professionnels en informatique.

**Mesure de suivi :** Les membres du CCSAT doivent envoyer leurs commentaires aux représentants de TPSGC d'ici le 8 juillet 2013.

### N° 6. Le point sur les SAT

- Des représentants de TPSGC font le point sur le renouvellement des SAT.

## **N° 7. Le point sur l'utilisation des SAT**

- Le rapport d'utilisation du quatrième trimestre révèle que l'arrangement en matière d'approvisionnement continu d'être un mode d'approvisionnement de plus en plus utilisé.

## **N° 8. Tour de table – Questions**

Prochaine réunion : Le mardi 13 août 2013

Heure de l'inscription auprès du commissionnaire : De 13 h à 13 h 30

Heure de la réunion : De 13 h 30 à 16 h

Lieu : Place du Portage, phase III, tour C, salle de conférences **12C1-101A**

**La séance est levée à 15 h 45.**

**Janvier 2013 – VERSION PROVISOIRE**

**STATUT ET DISPONIBILITÉ DU PERSONNEL**

1. En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux conformément aux exigences des représentants du Canada, et ce, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenu avec les représentants du Canada.

Pour les commandes subséquentes et les contrats évalués à X (à déterminer, valeur ou semaines), les conditions suivantes s'appliquent :

2. À la suite d'une vérification par l'autorité contractante, si le contrat résultant est attribué dans les X jours (à déterminer, 10 jours ouvrables) suivant la date de clôture de la demande de soumissions, la ressource proposée doit être disponible pour fournir les services demandés dans le contrat. Si on détermine que la ressource proposée n'est plus disponible, l'entrepreneur admissible suivant dans le classement des soumissions obtiendra le contrat.
3. Si le contrat résultant n'est pas attribué dans les X jours (à déterminer) suivant la date de clôture de la demande de soumissions et que la ressource proposée n'est plus disponible pour fournir les services en raison de circonstances indépendantes de la volonté du soumissionnaire, ce dernier aura la possibilité de remplacer la ressource par une autre possédant une expérience et des qualifications équivalentes ou supérieures, selon les critères d'évaluation des soumissions.
4. Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un de ses employés, il atteste, en présentant une soumission, qu'il a la permission de l'individu ou de son employeur d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, à la demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourra avoir pour conséquence que la soumission soit jugée irrecevable.

**Mai 2013 – VERSION PROVISOIRE du sous-comité**

*À compter du 1<sup>er</sup> juin 2013, en ce qui concerne les offres à commandes et les arrangements en matière d'approvisionnement, on recommandera que l'autorité contractante ou le responsable de l'offre à commandes confirme la date de début et la disponibilité de la ressource proposée auprès du fournisseur avant d'émettre un contrat ou une commande subséquente. L'autorité contractante devra confirmer, par écrit, la date de début. Il devra demander au fournisseur si la ou les ressources sont disponibles et consigner les messages échangés. Si entre la réception du courriel confirmant la disponibilité et la date réelle du début de contrat la ressource proposée n'est plus disponible, l'autorité contractante passera à la deuxième ressource recevable sur la liste et suivra de nouveau le processus (confirmer la disponibilité, etc.) jusqu'à ce qu'une ressource disponible soit trouvée. Dans les cas où une ressource a été proposée dans le cadre d'un processus de demande de services ou de demande de disponibilité et qu'elle a été ensuite déclarée non disponible, l'échange de courriels doit être envoyé à TPSGC aux fins de contrôle de la qualité.*

**VERSION PROVISOIRE complète aux fins d'examen dans le cadre de la discussion du CCSAT de mai 2013**

**STATUT ET DISPONIBILITÉ DU PERSONNEL**

1. En présentant une soumission ou une réponse à une demande de services ou à une de demande de disponibilité (DD), le soumissionnaire atteste que toute ressource proposée sera disponible pour exécuter les travaux conformément aux exigences des représentants du gouvernement du Canada, et ce, à la date précisée dans la demande de soumissions ou la DD ou convenue avec ces derniers.
2. *Avant l'attribution d'une commande subséquente ou d'un contrat, l'utilisateur désigné du client devra reconfirmer avec le soumissionnaire, par écrit, la date de début. Il vérifiera auprès du fournisseur si la ressource nommée est disponible et il consignera les échanges de courriels. Le fournisseur devra confirmer que l'information est valide à l'utilisateur désigné dans les quatre heures suivant l'envoi de la demande par l'utilisateur désigné. Si entre le courriel confirmant la disponibilité et la date réelle de début du contrat ou de la commande subséquente la ressource proposée n'est plus disponible, le Canada jugera que la soumission présentée en réponse à la DD ou à la DS a été modifiée et qu'elle n'est plus recevable. Dans ce cas, l'utilisateur désigné peut passer à la ressource recevable classée au deuxième rang sur la liste et répétera le processus jusqu'à ce qu'une deuxième ressource disponible soit trouvée. Aux fins de la DD, ce processus doit être réalisé et une attribution doit être émise avant la fin de la période de validité des résultats de recherche de la DD pour des SAT.*
3. *Dans tous les cas où au moins une ressource a été proposée dans le cadre d'un processus de DD ou de DS et qu'elle a ensuite été déclarée non disponible, et où l'utilisateur désigné a choisi le soumissionnaire classé au deuxième rang, l'utilisateur doit envoyer au responsable de l'OC ou de l'AA des SAT : le numéro de référence de l'attribution de la commande subséquente ou du contrat, une copie des résultats de recherche, le cas échéant, ainsi qu'une copie de tous les courriels/communications écrites du fournisseur confirmant la disponibilité de la ressource.*
4. Applicable à l'AA des SAT et à la demande de services subséquente, si le contrat résultant n'est pas attribué dans les 10 jours ouvrables suivant la date de clôture précisée dans la DS et que la ressource proposée n'est plus disponible pour fournir les services en raison de circonstances indépendantes de la volonté du soumissionnaire, ce dernier aura la possibilité de remplacer la ressource par une autre possédant une expérience et des qualifications équivalentes ou supérieures, selon les critères d'évaluation des soumissions.
5. Si le soumissionnaire a proposé une personne qui n'est pas un de ses employés, il atteste, en déposant sa soumission, qu'il a la permission de la personne en question ou de son employeur d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada, conformément au formulaire de consentement écrit. Si le soumissionnaire ne se conforme pas à cette demande, sa soumission sera déclarée non recevable.
6. Dans le cas où le soumissionnaire confirme la disponibilité de la ressource et que le client attribue une commande subséquente ou un contrat au soumissionnaire, et qu'à la date de début de la commande subséquente et du contrat on ne fournit pas la ressource désignée du fournisseur, l'utilisateur désigné peut émettre une modification réduisant la valeur du contrat à 0 \$. Il pourra joindre la mention suivante : « Assujetti à l'article Statut et disponibilité du personnel de la DD/DS, la ressource évaluée n'est pas disponible et par conséquent les services n'ont pas été fournis ». Il sera également à la discrétion de l'utilisateur désigné de permettre à l'entrepreneur de proposer une nouvelle ressource, conformément à la clause des CCUA A7017C (2008-05-12), Remplacement d'individus spécifiques.
7. L'utilisateur désigné doit fournir au responsable de l'OC ou de l'AA des SAT de TPSGC une copie de la modification réduisant le contrat à 0 \$ ainsi qu'un formulaire sur la satisfaction du client dûment rempli (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/sat-ths/clients/rapport-report-fra.html>).

## **REPLACEMENT D'INDIVIDUS SPÉCIFIQUES**

1. Si des individus spécifiques sont identifiés dans le contrat pour exécuter les travaux, l'entrepreneur doit fournir les services de ces individus, sauf s'il n'est pas en mesure de le faire pour des motifs indépendants de sa volonté.
2. Si l'entrepreneur n'est pas en mesure de fournir les services de tout individu spécifique identifié dans le contrat, l'entrepreneur doit fournir les services d'un remplaçant qui possède les qualifications et l'expérience similaires. Le remplaçant doit satisfaire aux critères utilisés pour la sélection de l'entrepreneur et être acceptable pour le Canada. L'entrepreneur doit, le plus tôt possible, aviser l'autorité contractante du motif du remplacement de l'individu et fournir :
  - a. le nom du remplaçant proposé ainsi que ses qualifications et son expérience;
  - b. la preuve que le remplaçant proposé possède la cote de sécurité exigée accordée par le Canada, s'il y a lieu.
3. L'entrepreneur ne doit en aucun cas permettre que les travaux soient exécutés par des remplaçants non autorisés. L'autorité contractante peut ordonner qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux. L'entrepreneur doit alors se conformer sans délai à cet ordre et retenir les services d'un autre remplaçant conformément au paragraphe 2. Le fait que l'autorité contractante n'ordonne pas qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux n'a pas pour effet de relever l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat.